

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDRO EXTRUSION Lucé/Chateauroux Lucé1 (ex SAPA 1)

42 Rue de Beauce
28110 Lucé

Références : IC250599-VAT20250423
Code AIOT : 0010000243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION Lucé/Chateauroux Lucé1 (ex SAPA 1) implanté 42 Rue de Beauce 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO EXTRUSION Lucé/Chateauroux Lucé1 (ex SAPA 1)
- 42 Rue de Beauce 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000243
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX (dite HELC Lucé 1) réalise la découpe, la

trempe, le recuit et l'extrusion de billettes d'aluminium pour réaliser des profilés à destination des industriels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Dispositif de prévention des accidents – Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-II et 17-III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents et des pollutions – plans de l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Sans objet
2	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
4	Prévention des accidents et des pollutions – Canalisations	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions – plans de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des zones susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Rappel du constat du 17/09/2024 : les caractéristiques des cuves n'apparaissent pas sur le plan général de l'installation.</i></p> <p>Constat du 25/09/2025 : Pas d'écart constaté.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant présente le plan général de l'installation mis à jour le 17/09/2024. Les différentes zones de danger ainsi que l'ensemble des cuves de l'installation avec leurs caractéristiques techniques et chimiques sont matérialisés sur ce document. Le plan général de l'installation contient l'ensemble des éléments requis par la prescription susvisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion des produits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registre de substances ou mélanges dangereux détenus</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Rappel du constat du 17/09/2024 : l'exploitant ne dispose pas d'un registre indiquant la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus sur son site.</i></p> <p>Constat du 25/09/2025 : Pas d'écart constaté.</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre informatisé indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus.</p>

L'exploitant mentionne que les produits dangereux présents sur l'installation sont recensés depuis fin 2024 sur l'application informatique Seirich qui a été développée par l'INRS. Les fonctionnalités du logiciel permettent notamment à l'exploitant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, et d'avoir accès aux fiches de données de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <p>d) d'un dispositif de détection automatique d'incendie (applicable au 1^{er} juillet 2024) ; [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat du 17/09/2024</u> : l'installation n'est pas dotée d'un dispositif de détection automatique d'incendie.</p> <p>Par courrier du 06/12/2024, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées que le projet d'installation d'une détection incendie sur le site est en cours, et que, la fin des travaux est prévue courant mai 2025.</p> <p>Constat du 25/09/2025 : Écart constaté, l'installation n'est pas dotée d'un dispositif de détection automatique d'incendie opérationnel.</p> <p>L'exploitant mentionne à l'inspection des installations classées que l'ensemble des bâtiments du site sera équipé d'une détection automatique incendie. Les travaux seront finalement achevés en fin d'année 2025.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate effectivement que les travaux sont en cours (installation d'une centrale SSI dans le bâtiment administratif en cours de raccordement, présence de câblage dans l'atelier...).</p> <p>L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'intégrer dans les procédures d'alerte les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (schéma de report d'alarme avec la liste des interlocuteurs identifiés).</p> <p>Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le 15/10/2025 à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un planning prévisionnel des travaux dont la fin est prévue pour décembre 2025, - un courrier de la société Eiffage Energies Systèmes faisant état de l'avancement des travaux d'installation du dispositif de détection automatique d'incendie (100% pour la zone administrative (hors local informatique et vestiaires hommes), 50% d'avancement pour la zone production et 25% d'avancement pour la zone plateforme).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions – Canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisations
Prescription contrôlée : <p>Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]. Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours [...].</p>
Constats : <p><i>Rappel du constat du 17/09/2024 : l'exploitant ne dispose pas d'un schéma des réseaux de canalisations et du document consignait les vérifications effectuées sur les canalisations</i></p> <p>Constat du 25/09/2025 : Pas d'écart constaté.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées un schéma de l'ensemble des cuves du site sur lequel figurent les différentes canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués.</p> <p>L'exploitant précise par ailleurs que l'état des canalisations est régulièrement contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit par le service outillage qui réalise des rondes mensuelles, les vérifications sont consignées sur des fiches, - soit par l'organisme Bureau Veritas (dernier rapport d'inspection visuelle datant du 28/05/2025 : absence d'observation relevée). <p><i>Nota : Faute de temps, les rétentions des cuves n'ont pas été contrôlées lors de la visite d'inspection. L'inspection des installations classées recommande toutefois à l'exploitant de veiller également à la vérification de ces rétentions conformément aux dispositions de l'article 22-II de l'arrêté ministériel susvisé.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositif de prévention des accidents – Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-II et 17-III
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : <p>II.- [...] Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations</p>

électriques.

III- (à partir de juillet 2024). Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation.

Constats :

Rappel du constat du 17/09/2024 : L'exploitant transmettra le rapport de vérification des installations électriques réalisé en 2024 dans le mois suivant sa réception.

Constat du 25/09/2025 : Écart constaté, au jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un document actant la levée des non-conformités de ses installations électriques. L'exploitant justifiera que ses installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie et d'explosion en fournissant à l'inspection des installations classées les attestations Q18 et Q19 de 2025.

Par courrier du 06/12/2024, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées que le rapport de vérification des installations électriques de novembre 2024 fait état de 31 observations recensées.

Au jour de la visite, l'exploitant mentionne que :

- ces non-conformités ont fait l'objet de mesures correctives qui sont tracées sur un logiciel dédié à la gestion des différentes interventions,
- le rapport de contrôle par thermographie infrarouge de novembre 2024 relève 1 observation qui a depuis été régularisée,
- les prochains contrôles périodiques (Q18 et Q19) auront lieu en novembre prochain,
- pendant les arrêts techniques du site, des actions préventives en interne sont réalisées 2 fois par an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Retentions et bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III

Thème(s) : Risques accidentels, Retentions et bassin de confinement

Prescription contrôlée :

[...] L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou

un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin [...].

Constats :

Rappel du constat du 17/09/2024 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose des moyens de confinement des eaux potentiellement polluées en cas d'incendie.

Constat du 25/09/2025 : L'exploitant envisage d'utiliser les fosses existantes du site comme moyen de confinement des eaux d'extinction incendie. Cette proposition ainsi que la demande d'aménagement à la règle de calcul D9 seront transmises pour avis au SDIS.

L'exploitant indique dans son courrier en date du 06/12/2024 qu'un bureau d'études a été mandaté, et que celui-ci est en attente de validation de l'annexe D9/D9A envoyée à la DREAL en mai 2024 afin de pouvoir finaliser l'étude de dimensionnement.

D'après Bureau Veritas, les besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (D9) sont estimés à 360 m³/h soit un volume de 720 m³ pour 2 heures correspondant au bâtiment principal qui représente la plus grande surface avec une classification homogène, non recoupée par des séparations coupe-feu. Dans le cadre de cette étude, une demande d'aménagements à la règle de calcul D9 a été sollicitée par l'exploitant.

S'agissant du calcul D9A, le bureau d'études considère que le volume total des eaux d'extinction à mettre en rétention est de 950 m³. L'exploitant précise que des fosses enterrées sont présentes et réparties sur les différentes zones du site. Celles-ci serviraient ainsi à collecter les eaux d'extinction incendie. A la demande de l'exploitant, le dimensionnement de ces fosses a été mesuré par le cabinet Géomètres experts qui estime un volume total de 3 228 m³. Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées indique à l'exploitant qu'elle sollicitera l'avis du SDIS concernant les estimations D9 et D9A.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une fois l'avis rendu par le SDIS, il est attendu de l'exploitant de déposer un dossier de porter à connaissance auprès de l'autorité préfectorale afin de signaler les modifications apportées à son installation en termes de moyens de lutte contre l'incendie et de rétention des eaux incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois